

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 11 JUILLET 2026 N° 528 PRIX : 100 FCFA

**MISÈRE, VIE CHÈRE, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ,
DÉGUERPISSEMENTS : TRAVAILLEURS, SAUVONS-
NOUS NOUS MÊMES !**



Déguerpis de Vridi Canal 3 (Zimbabwe), quartier ouvrier d'Abidjan de plus de 100 000 personnes.

• **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Misère, vie chère, chômage, précarité, déguerpissements :
Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes !

Pages 4-10 Côte d'Ivoire :

► La meilleure manière de nous défendre, c'est d'attaquer !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Jiangsu Zhenhuai : nous n'avons pas fini avec lui !

► « Travailleur à Sania : entre courage, sacrifice et espoir »

► Face à l'exploitation et aux injustices sociales, une seule solution : la révolution sociale

► SONOCO : Des travailleurs renvoyés pour augmenter les profits capitalistes.

► Le capitalisme tue

► SEG : la lutte ne fait que commencer

► Bingerville : un patron arrogant qui en a pris pour son grade

LEUR SOCIÉTÉ

► Inondations et éboulements : Toujours des promesses

► « Logements sociaux » pas pour les ouvriers qui les construisent !

► Excision : une pratique barbare à bannir !

► Stéphane Kipré : Parcours ordinaire d'un opportuniste

DANS LE MONDE :

Pages 10-11 :

► Afrique du sud : Violences contre les travailleurs immigrés

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

MISÈRE, VIE CHÈRE, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ, DÉGUERPISSEMENTS : TRAVAILLEURS, SAUVONS-NOUS NOUS MÊMES !

Les autorités ont détruit de nombreux quartiers pauvres, de la façon la plus sauvage, en pleine saison de pluie et en période d'examens scolaires. Elles ont eu recours aux forces armées et quelques fois même à des genres de milices. Du jour au lendemain, des dizaines de milliers de personnes ont été jetées à la rue, sans avoir un toit où s'abriter. Beaucoup de familles n'ont même pas eu le temps de sauver leurs effets personnels.

Ces attaques anti-pauvres sont loin d'être terminées ; dans de nombreux quartiers pauvres d'Abidjan et aux alentours, des milliers de familles continuent de vivre dans la crainte de se faire chasser. Certaines ont pris les devants et ont évacué une partie de leurs affaires. Elles se retrouvent de ce fait dans un dénuement et une précarité encore plus grande.

Les autorités ont beau jeu de ne parler que du cas de Koumassi-Campement qui aurait été détruit « *illégalement* » par un ancien haut dignitaire de la mairie. Mais est-ce que cela change quelque chose pour les habitants dont on a détruit la maison ? Les a-t-on relogés ? Non ! Les autorités, comptent-elles restituer cet espace à leurs habitants comme il se doit ? Non, pas plus qu'à ceux qui ont été déguerpis ailleurs en toute « *légalité* » même si beaucoup d'entre eux y habitaient depuis 60 ans ! Quant aux maires des communes concernées qui prétendent n'avoir pas été informés de ces déguerpissements, ce sont des menteurs et des hypocrites, d'autant plus hargneux et méprisants devant les pauvres qu'ils sont serviles et bienveillants devant les riches de leur espèce.

Le gouvernement, les médias d'État et les politiciens qui soutiennent le pouvoir en place ne cessent d'accuser les pauvres de s'installer illégalement dans des zones dangereuses et insalubres, comme si c'était de gaité de cœur qu'ils le faisaient. Avec leurs revenus de misère, les travailleurs, les chômeurs et tous les laissés-pour-compte n'ont d'autres choix que de s'installer là où ils peuvent et comme ils peuvent, y compris au péril de leur vie.

Les vrais responsables de cette situation ce sont ceux qui gouvernent ce pays et le système d'exploitation capitaliste qu'ils soutiennent et qui les enrichit. Ce qui n'empêche pas Ouattara de prétendre que sa « *priorité est de faire en sorte que chaque famille impactée (par les déguerpissements) retrouve, dans les meilleurs délais, des conditions de vie dignes, sûres et sécurisées* ». C'est de la démagogie comme l'est son message de « *condoléances aux familles victimes des récentes pluies* ». Il y a eu officiellement 59

morts sauf que ce n'est pas la pluie qui les a tués mais la pauvreté et l'incapacité de l'État de construire des infrastructures adéquates permettant de canaliser les eaux de pluies et d'éviter des glissements de terrain. Il faut aussi construire des logements décents, accessibles à tous les mal-logés et dans des endroits sécurisés.

Ce ne sont pas les moyens qui manquent à l'État pour réaliser ces constructions, mais les dirigeants de ce pays n'ont d'yeux que pour les intérêts des riches et des exploiters. Les travailleurs et les populations

pauvres ne peuvent rien attendre d'eux, ni de ceux qui voudraient prendre leur place. Ils ne peuvent compter que sur leur propre force collective pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs, au-delà de leur nationalité, leur appartenance ethnique ou religieuse. Ensemble, ils constituent une force sociale capable de changer le monde et de bâtir une société débarrassée du capitalisme, où chacun pourra vivre dignement et profiter des connaissances et des moyens techniques modernes sans s'enrichir du travail d'autrui.

LA MEILLEURE MANIÈRE DE NOUS DÉFENDRE, C'EST D'ATTAQUER !

De plus en plus de travailleurs expriment leur indignation contre la brutalité et le mépris des autorités lors des déguerpissements. Certains se disent : « *on n'a pas le choix mais que faire d'autre ?* ».

En effet, ces déguerpissements sont une véritable guerre contre les pauvres et il y a de quoi être indigné et révolté quand on voit la violence des forces de l'ordre qui accompagnent les bulldozers écrasant tout sur leur passage. Des familles entières se retrouvent d'un seul coup sans toit et dépouillées de tout, des vies sont brisées ! De plus, c'est en pleine saison de pluie que ces opérations sont délibérément menées. Les autorités et les riches qui convoitent ces terrains « *libérés* » montrent ici tout leur mépris et leur haine envers les pauvres.

Devant la colère que suscitent ces déguerpissements, le gouvernement s'est défendu en disant que son objectif est de sauver des vies et de prévenir des inondations. Si ces gens étaient si soucieux du sort des populations pauvres, on l'aurait su depuis longtemps ! Pourquoi n'ont-ils pas anticipé en

relogant les gens dans des endroits sécurisés et en les indemnisant avant de procéder à la démolition de leurs quartiers ?

Tels des médecins après la mort, les voilà ensuite tous ces politiciens de la bourgeoisie, les Ppa-ci, Pdci, Rhdp et consorts, ainsi que les maires, qui viennent parader dans les quartiers démolis en distribuant des sacs de riz et versant des larmes de crocodiles. Quelle hypocrisie !

Les riches nous mènent une guerre féroce sur les chaînes de production, sur les chantiers, dans les entrepôts et dans d'autres lieux d'exploitation. Nos maigres salaires sont réduits à néant par le coût de la vie qui n'arrête pas de grimper. Même le travail précaire devient de plus en plus précaire et généralisé. Et maintenant, nous sommes attaqués jusque dans nos domiciles et dans nos quartiers misérables, nous sommes jetés dehors comme des animaux ! Cela ne peut pas durer, nous devrions réagir énergiquement sinon notre situation ne fera qu'empirer. Nous n'avons d'autres choix que d'organiser nos luttes collectivement pour mieux défendre nos intérêts et notre droit de vivre dignement.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le quotidien des travailleurs

JIANGSU ZHENHUI : NOUS N'AVONS PAS FINI AVEC LUI !

Jiangsu Zhenhuai est une entreprise chinoise du secteur du BTP qui a plusieurs chantiers dans la ville d'Abidjan.

Les travailleurs du chantier de construction d'un centre commercial au PK 25 sur l'autoroute du Nord ont marqué un arrêt de travail de deux jours, le 30 juin et le 1er juillet pour contraindre le patron à donner suite à leurs nombreuses revendications.

Les faits qui ont poussé à cette grève sont racontés ci-dessous par l'un des porte-paroles des travailleurs :

« Nous travaillons 10h par jour pour des salaires allant de 4000 F à 7000 F. Les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées. Nous n'avons pas de délégués du personnel. Certains parmi nous ont une ancienneté de plus de 7 ans. Nous ne sommes pas déclarés à la CNPS. Des accidents de travail, il y en a à longueur de journée et il n'y a même pas d'EPI (équipements de protection individuelle). Nous n'avons jamais reçu de bulletin de paie.

Alors, nous avons décidé de nous organiser pour nous faire entendre et mieux nous défendre. C'est ainsi que le lundi 22 juin, nous avons profité du quart d'heure organisé par le chef du chantier pour lui remettre nos revendications. Immédiatement le chef chantier a ordonné le licenciement du camarade qui a eu le courage de lui tendre le document. Le lendemain, nous avons dit niet ! Nous avons tout bloqué et sous la pression, notre collègue a été réintégré. Dès le mercredi, nous avons déposé un préavis de grève.

Jusque-là, le patron a montré, y compris à

l'Inspecteur du travail, qu'il se moque de tout ça. Nous nous sommes donc réunis pour décider de ce qu'il y a lieu de faire.

Nous avons majoritairement décidé l'arrêt immédiat du travail. C'est ainsi que le mardi 30 juin, à l'heure de la reprise après la pause de 13 heures, tout le chantier fut bloqué. Dans la soirée, une bagarre éclata entre un camarade ivoirien et un camarade togolais. Cela a failli nous diviser, mais très vite nous avons réussi à trouver le bon sens pour régler ce problème. Le lendemain matin à 5h, le piquet de grève était composé de togolais et ivoiriens. Ensemble, nous avons commencé à sillonner le dortoir de tous les camarades pour reconduire notre grève. À 6h30, c'est habituellement l'heure du début des travaux, tout le monde est resté assis. À 14h, la direction voyant notre détermination, a fait appel à un groupe de travailleurs venu de Marcory pour nous remplacer. Malgré la présence de la gendarmerie, nous les avons dissuadés de travailler, ils n'ont pas eu le courage de nous affronter. Nous sommes restés sur notre position jusqu'à 15h30, l'heure d'arrivée du commandant de brigade d'Anyama sur le site. Celui-ci a demandé qu'une rencontre soit tenue en présence d'un Inspecteur de travail. C'est ainsi qu'une rencontre s'est tenue le lendemain.

Bien que l'inspection ait tranché en notre faveur, nous sommes bien conscients que l'application des décisions arrêtées ne sera pas facile. Donc nous gardons toujours le bâton en main car la période difficile ce sera le moment de nous payer le rappel de tout ce qui nous a été volé ».

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

« MA VIE DE TRAVAILLEUR À SANIA : ENTRE COURAGE, SACRIFICE ET ESPOIR » (Témoignage)



« J'ai travaillé durant deux ans comme ouvrier à Sania, une entreprise située dans la zone industrielle de Vridi. Cette usine appartient à la famille de Jean-Louis Billon, qui se vante d'être le premier employeur en Côte d'Ivoire. Sania fabrique différents produits dont l'huile alimentaire Dinor, de la margarine Saint-Avé, de la mayonnaise et commercialise même du riz.



Au début, j'étais fier d'avoir trouvé un emploi, mais avec le temps, j'ai été confronté à des conditions de travail qui, selon mon expérience, étaient très difficiles. Je faisais souvent des heures supplémentaires sans que mon salaire ne me permette de vivre dignement. Il m'était diffi

cile de payer le loyer, de nourrir ma famille et de répondre aux besoins de mes enfants. Comme beaucoup d'autres ouvriers, je n'avais pas de contrat de travail stable. Malgré notre engagement et notre courage, nos efforts n'étaient pas suffisamment récompensés et je vivais dans l'incertitude, sans savoir de quoi le lendemain serait fait.

Aujourd'hui, je souhaite que les travailleurs bénéficient de meilleures conditions de travail, d'une rémunération plus juste et de contrats stables afin de vivre dans la dignité et d'assurer un meilleur avenir à leurs familles ».

Ce sont tous les travailleurs qui souhaitent cela. Sauf que les capitalistes ne l'entendent pas ainsi. Eux, ce qu'ils veulent c'est d'exploiter toujours plus les travailleurs pour augmenter toujours plus leurs profits. Ce sont là des intérêts fondamentalement opposés.

Voilà pourquoi, dans cette société capitaliste, les travailleurs ne peuvent obtenir que ce qu'ils sont capables d'arracher par leurs luttes collectives. Leurs seules armes c'est leur nombre et la grève. Sans eux, aucune richesse ne pourrait être produite et la société ne fonctionnerait pas. Si les travailleurs prennent conscience de leur force collective et du rôle qui est le leur dans le fonctionnement de l'économie toute entière, ils peuvent améliorer leurs conditions d'existence et même changer le monde de fond en comble.

FACE À L'EXPLOITATION ET AUX INJUSTICES SOCIALES, UNE SEULE SOLUTION : LA RÉVOLUTION SOCIALE

Nombreux sont les travailleurs qui, épuisés par les conditions infernales de travail et par les salaires de misère, pensent y échapper en cherchant des solutions individuelles. Voici le récit d'un travailleur qui a essayé de s'en sortir par ses propres moyens.

« J'étais ouvrier dans une entreprise dans

la zone industrielle de Yopougon. Après plus de vingt ans de service, j'étais fatigué. Je n'arrivais plus à tenir face à la pression et à l'augmentation continue du travail exigé par la direction.

Comme j'étais un peu trop remuant à son goût, le patron a accepté un départ négocié. Avec mon petit pécule, je pensais que

j'allais enfin réaliser mon rêve. Je me trompais lourdement.

J'ai acheté une voiture pour faire le taxi à mon propre compte mais je ne pouvais acheter qu'un véhicule d'occasion ayant déjà plusieurs dizaines de milliers de kilomètres au compteur.



Taxi (Woro-woro) de Yopougon.

Avant de faire le taxi, il y a beaucoup de dépenses à faire : des droits au district et à la mairie de la commune où on veut exercer, au syndicat de transporteurs qui

gère la ligne, une assurance, des réparations préalables à faire pour la visite technique, etc.

Une fois dans la circulation, il faut faire face aux nombreux barrages dressés par les forces de l'ordre qui rackettent les conducteurs. On roule avec l'angoisse permanente de l'accident ou d'une panne qui provoquerait inévitablement des dépenses supplémentaires.

Je croyais pouvoir fuir la pression en travaillant pour moi-même, mais ce n'était qu'une illusion. En réalité, il y a autant de pression, sinon plus, dans le métier de chauffeur de taxi. De plus il n'y a aucune limitation du temps de travail puisqu'on est à son propre compte. Tu sors très tôt, et tu rentres très tard. Tout ceci pour avoir un revenu à peu près identique à ce que je recevais à l'usine. Aujourd'hui, j'ai la ferme conviction que pour les travailleurs et pour les classes pauvres, la seule issue, c'est de combattre cette société capitaliste qui nous écrase ».

SONOCO : DES TRAVAILLEURS RENVOYÉS POUR AUGMENTER LES PROFITS CAPITALISTES

Sonoco, anciennement Eviosys-Siem, avant son rachat par des capitalistes américains, est spécialisée dans la fabrication d'emballages métalliques. Dans cette entreprise, la situation des travailleurs a empiré. Il y a un an, de nombreux travailleurs intérimaires ont été licenciés. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs embauchés qui sont touchés. La direction a annoncé le renvoi de 20 travailleurs en prétendant qu'elle traverse une crise économique. Mais les travailleurs ne partagent pas cette explication. La production a été modernisée avec l'installation de machines automatisées, du coup, la direction cherche à réduire les effectifs. Avant de procéder aux licenciements, elle avait proposé un départ volontaire en échange de trois mois de salaire, ainsi que le paiement des droits prévus par la loi. Sauf qu'aucun travailleur n'a accep-

té de quitter son emploi de cette façon, ils sont restés unis.

Face à ce refus, la direction a finalement décidé de les licencier sans leur laisser le choix. Parmi les 20 travailleurs, plusieurs avaient plus de 20 ans d'ancienneté. Ils ont donné leur force, leur temps et leur santé aux propriétaires de l'entreprise et aujourd'hui ces exploiters s'en débarrassent.

Ce qui se passe à la Sonoco n'est pas un cas isolé. C'est la logique même du capitalisme : maximiser les profits, protéger les intérêts des bourgeois en affamant les familles des ouvriers. Mais ces derniers ont aussi leurs intérêts à défendre. Plus ils sont nombreux et déterminés, plus ils peuvent faire face aux attaques patronales.

LE CAPITALISME TUE



Le 7 juillet dernier, deux ouvriers travaillant sur un bâtiment au Plateau Dokui ont trouvé la mort dans des circonstances tragiques. Ils étaient à l'ouvrage en hauteur lorsque leur échafaudage en mauvais état s'est déséquilibré et est rentré en contact avec une ligne de haute tension. Ils ont été électrocutés. L'accident s'est produit en

pleine journée et en pleine rue. Les passants étaient horrifiés par cette scène macabre.

On assiste aujourd'hui à une recrudescence d'accidents de travail mortels sur les chantiers et dans les zones industrielles. Et pour cause, la sécurité des travailleurs ne fait pas partie des priorités des patrons, et quand les accidents arrivent, ces derniers sont rarement inquiétés par les autorités.

Avec le chômage et la misère ambiante, de nombreux travailleurs se voient contraints de risquer leur vie pour nourrir leurs familles. Les patrons font littéralement ce qu'ils veulent, d'autant plus que les autorités politiques et judiciaires sont de leur côté. Il n'y a que la lutte des travailleurs qui les fera reculer.

SEG : LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER

La Société d'Entreprise Générale, SEG est une entreprise de BTP qui emploie plus de 1200 travailleurs. Elle construit actuellement la Tour « *Entente* » de plus de 27 étages au Plateau, ainsi que les CHR à Kong et Odienné et plusieurs autres chantiers dans d'autres villes.

Nous n'avons même pas de contrat de travail et le patron se moque de nos conditions de travail. Mais nous avons décidé de nous organiser pour défendre nos intérêts en déposant nos revendications accompagnées d'un préavis de grève.

Pour l'instant, la direction s'est contentée de nous proposer une augmentation journalière de 300 F, alors que nous réclamons 5000 F de plus par jour !

Puisqu'il continue de se moquer de nous, nous sommes en train de contacter nos camarades d'autres chantiers, ceux de Koumassi, de Bonoua, de Kong, pour engager la lutte tous ensemble. Pour faire valoir notre droit à la vie, nous n'avons pas d'autres choix que celui d'engager la grève. Plus nous serons nombreux, plus le rapport de forces nous sera favorable !

BINGERVILLE : UN PATRON ARROGANT QUI EN A PRIS POUR SON GRADE

La presse a fait cas récemment de troubles survenus dans la ville de Bingerville suite à la mort d'un employé d'une quincaillerie. Celui-ci était en pause lorsqu'il fut pris d'un malaise. Transporté dans son entreprise, le patron refusa de lui porter assistance sous prétexte qu'il ne le reconnaissait pas. Mal lui en a pris. Lorsque la nou-

velle du décès du travailleur s'est répandue, des riverains en colère se sont déportés vers la quincaillerie pour en découdre. Celle-ci a été saccagée et le patron a passé un sale quart d'heure. Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour disperser les manifestants.

Leur Société

INONDATIONS ET ÉBOULEMENTS : DES PROMESSES, TOUJOURS DES PROMESSES

Les années se suivent et le décompte macabre se poursuit à chaque saison des pluies. En 2023, plus de trente personnes avaient perdu la vie, une vingtaine en 2024 et cette année on en dénombre déjà 59 officiellement. Ce sont des victimes d'inondations, d'éboulements ou glissements de terrain, principalement à Abidjan.



Éboulement mortel de terrain à Yopougon massikro.

Pendant les fortes pluies de mai à juillet, aucune commune de la capitale économique n'est épargnée : Marcory, Cocody, Bingerville, Treichville, Songon, Riviera,

Attécoubé, Koumassi, Port-Bouet, etc. Des images de quartiers inondés ont fait le tour des réseaux sociaux.

Le 7 juillet, le Directeur des Opérations et de la Santé de l'Office National de la Protection Civile (ONPC), a annoncé que « *le déplacement de toutes les personnes des zones à risque qui ne l'ont pas fait d'elles-mêmes, sera accompagné par des mesures qui respectent les droits élémentaires avec un appui logistique et financier du gouvernement* ».

À chaque saison des pluies, ce sont les mêmes promesses gouvernementales qui reviennent après les dégâts et leurs lots de morts. Quand il y aura un vrai coup de colère de la population, celle-ci ne se contentera pas de vagues promesses mais exigera des mesures concrètes et immédiates. On verra alors si les autorités continueront de se moquer des victimes des intempéries et de la misère.

« LOGEMENTS SOCIAUX » ?

CERTAINEMENT PAS POUR LES OUVRIERS QUI LES CONSTRUISENT !



En même temps que le gouvernement détruit les habitats des pauvres et les chasse de leurs quartiers comme s'ils étaient des chiens, le voilà qui se vante par ailleurs de construire des logements soi-disant sociaux pour, dit-il, reloger notamment ces populations qu'il fait déguerpir. De qui se moque-t-il ?

La prétendue construction de ces « *logements sociaux* » ne date pas de l'ère Ouat-

tara, c'est un disque rayé et passé en boucle par tous ces prédécesseurs ! Pour ne remonter qu'à la présidence de Gbagbo, élu en l'an 2000, rappelons que lorsque lui et son premier ministre Affi N'Guessan bloquaient les salaires des travailleurs sous prétexte de « *reconstruction nationale* » alors que leur objectif était de mieux engraisser les exploiters, ils avaient annoncé la construction de « *1000 logements sociaux* » à Yopougon. Finalement, pas un n'est sorti de terre, mais l'argent débloqué par l'État pour le financement de ce projet ne s'est pas évaporé pour tout le monde !

En 2012, le gouvernement Ouattara annonça à son tour le lancement d'un projet de 150.000 logements prétendument économiques et sociaux, mais au bout du compte, même pas le tiers a été construit. Ils ont été subventionnés par l'État à hau-

teur de 30 à 50% mais n'avaient rien de social ni d'économique. Ceux qui en ont le plus profité ce sont les promoteurs immobiliers, ils ont palpé des milliards des caisses de l'État pour des logements qu'ils ont ensuite vendus entre 12,5 et 30 millions de francs aux acquéreurs qui pouvaient payer cette somme. Ce qui explique pourquoi de nombreux députés sont aussi par ailleurs des promoteurs immobiliers, il y a de l'argent à ramasser ! Quant aux travailleurs qui construisent ces logements et qui ne touchent que 5000 francs la journée, ils sont carrément exclus de ce programme. Ensuite, en 2022, Ouattara lança un nouveau projet de construction de 25.000 logements connu sous le nom de « *Programme d'urgence* » mais l'urgence semble

s'éterniser puisque quatre années après, on attend toujours.

Au lendemain de l'indépendance, la construction de logements Sicogi a bien bénéficié à un petit nombre de petites gens. Mais c'était très loin de satisfaire les besoins réels. Du coup, les populations pauvres s'installaient dans les bidonvilles. Ces logements sont pourtant nécessaires et il en faudrait en très grand nombre pour satisfaire les demandes. Mais les travailleurs et les populations pauvres ne peuvent pas attendre d'un gouvernement qui sert avant tout les intérêts des capitalistes, qu'il construise des logements en quantité, au prix coûtant et conformes au besoin de la population. Ce serait comme demander à un bouc qu'il produise du lait !

EXCISION : UNE PRATIQUE BARBARE À BANNIR !

5 fillettes âgées de 3 à 9 ans ont été excisées à Bongouanou. Les 3 exciseuses ont été arrêtées tandis qu'une des filles est dans un état critique. Ces pratiques rétrogrades continuent malgré les lois qui les condamnent. Les autorités sont laxistes face à ces pratiques criminelles. Elles trouvent leurs intérêts à entretenir toutes sortes de pratiques obscurantistes de ce

genre au sein des populations pauvres.

Ces pratiques ne font que perpétuer les violences faites aux femmes dans cette société barbare, faite d'injustices ! Lutter contre toutes formes de violences faites aux femmes, c'est lutter contre cette société capitaliste fondée sur la misère, l'exploitation et l'oppression.

STÉPHANE KIPRÉ : PARCOURS ORDINAIRE D'UN OPPORTUNISTE

Comme dans tous les pays pauvres, c'est souvent au travers d'organisations politiques ou syndicales que beaucoup d'opportunistes trouvent le chemin de leur « *réussite* ». La Côte d'Ivoire ne fait pas exception à cette règle, le parcours de Stéphane Kipré, actuellement député, n'est qu'un cas parmi tant d'autres : Ahipaud Martial, Blé-Goudé, Soro Guillaume et consort.

Kipré a commencé sa carrière politique à 24 ans en adhérant en 2004 au MFA, le parti politique d'Anaky Kobenan, fils adoptif d'Houphouët Boigny. La même année 2004, il crée une entreprise dénommée Mecaf, spécialisée dans la mécanique, métallurgie, électricité et chaudronnerie. Trois ans après, il fonde son propre parti politique

l'UNG (Union des Nouvelles Générations) et se marie avec l'une des filles de Laurent Gbagbo. En 2010, son parti rejoint le regroupement des partis politiques soutenant Laurent Gbagbo. En 2021, il crée une deuxième entreprise, SK Global Investment, spécialisée dans la finance, le Btp, les mines, l'agriculture et le digital. Il devient en même temps premier vice président du nouveau parti de Gbagbo, le PPA-CI.

Lors des élections législatives de décembre 2025, il présenta sa candidature alors que le parti dont il était un des hauts dirigeants avait appelé au boycott. Cela entraîna son exclusion mais peu lui importait puisque le fait d'être élu député lui permit de bénéficier d'une immunité parlementaire et d'échapper au procès pour « *enrichisse-*

*ment illicite et blanchiment de capitaux », dont il est accusé depuis 2024. D'autre part, le fait d'avoir appartenu durant un temps à la famille Gbagbo lui a ouvert de nombreuses nouvelles portes, entre autres celles des présidents du RDC Congo et du Sénégal, Tshisékédi et Macky Sall, pour promouvoir sa société financière. Par ailleurs, il a fricoté avec les dirigeants mafieux des églises évangéliques, notamment de ceux qui font partie du réseau pro-Trump en Afrique. Il se proclame « *serviteur de dieu, homme politique et entrepreneur* ».*

Pour ce genre de personne, tous les chemins mènent au même point, celui de leur enrichissement personnel. Et quand on entend le mot « *entrepreneur* », on ne peut pas s'empêcher de penser aux ouvriers du bâtiment, entre autres, qui subissent l'exploitation féroce et l'oppression de ces individus sans scrupule qui ne connaissent que l'épaisseur de leur compte en banque !

À n'en pas douter, dans ce monde dominé par l'argent et la pourriture, des hommes comme lui ont de l'avenir ... à moins d'être évincés par un plus pourri !

Dans le monde

AFRIQUE DU SUD : VAGUE DE VIOLENCES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS



Des manifestants nationalistes anti immigrés, munis de bâton et de machette, dans une ville en Afrique du Sud.
(Photo REUTERS)

Armées de machettes et de gourdins, des bandes armées scandant des discours xénophobes s'en prennent violement aux travailleurs africains venus chercher du travail dans ce pays. Ces attaques ont déjà fait de nombreux morts et blessés. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont déjà fui le pays, d'autres essaient de se cacher comme ils peuvent pour échapper aux représailles.

Des mouvements nationalistes très actifs et très virulents sur les réseaux sociaux, accusent à longueur de journée les étrangers d'être responsables du chômage, de la criminalité et de la dégradation des services publics. Ils sont soutenus implicitement ou explicitement par des politiciens ou par des personnalités qui ont pignon sur rue, y compris par ceux du régime en place qui cherchent des boucs émissaires pour mas-

quer leurs propres responsabilités dans la dégradation des conditions d'existence des travailleurs et de l'ensemble des couches pauvres du pays. Et pendant que les pauvres s'entretuent, la minorité privilégiée qui détient les postes clés de l'État et de l'administration s'en met plein les poches de même que les grands capitalistes qui exploitent les travailleurs et pillent les richesses du pays avec la complicité du pouvoir en place.

Ce n'est pas la première fois que ce genre de violence éclate dans ce pays et sont encouragées par les tenants du pouvoir qui se vantent pourtant de l'antiracisme hérité de la lutte anti-apartheid, et de leur prétendue bonne entente avec les peuples voisins. Sur ce même sujet, nous reproduisons ci-dessous, un article du journal hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière, daté du 17/06/2026

Le 7 juin, le gouvernement sud-africain a annoncé des mesures ciblant les travailleurs immigrés venus d'Afrique de l'Ouest, de l'Est ou des Grands Lacs, qu'il accuse de tous les maux. Ces travailleurs (2,4 millions de personnes avec leurs familles sur une population totale de 64 millions) sont en Afrique du Sud la cible de mouvements xénophobes croissants.

Dans un continent pillé par les multinationales occidentales et ravagé par la misère et les guerres, l'Afrique du Sud peut paraître attirante avec son économie plus développée, basée historiquement sur le secteur minier. Mais les classes populaires s'entassent dans des bidonvilles où souvent l'eau et l'électricité ne sont pas accessibles en permanence et sont hors de prix. Le taux de chômage est officiellement supérieur à 33 %, et le grand patronat exploite féroce­ment la classe ouvrière.

Ajouté à la corruption et à l'inflation, cela provoque un mécontentement profond. Des démagogues sont à l'œuvre pour que la colère se tourne contre les travailleurs immigrés. Depuis un an, une animatrice radio a organisé à Durban des rassemblements anti migrants, puis des contrôles d'identité qui ont parfois tourné au pillage de cases et d'échoppes tenues par des immigrés. Son mouvement a dépassé à présent la province du KwaZulu-Natal, rejoint par des partis d'opposition espérant tirer les mar­rons électoraux du feu.

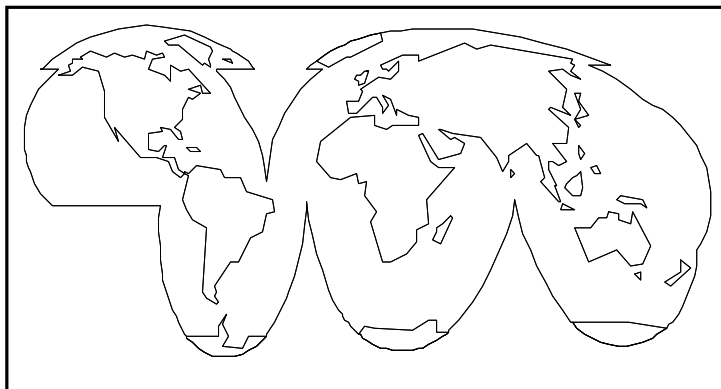
Les manifestations xénophobes ont ainsi pris de l'ampleur, laissant craindre qu'elles tournent à l'émeute anti migrants, comme celles qui ont déjà frappé le pays à plusieurs reprises depuis 2008. Pour finir, ces

propagandistes ont décidé que les migrants devraient avoir quitté le pays au 30 juin. Des milliers en sont déjà partis de peur de représailles. Le gouvernement de Cyril Ramaphosa et son parti l'ANC ont réagi le 7 juin en se joignant à la campagne xénophobe. Tout en condamnant les contrôles d'identité pratiqués par des civils, il ajoute sa propre pression contre les travailleurs immigrés en demandant à sa police de les fich­er et en mettant sur pied des cours de justice spécifiques pour expulser les sans-papiers.

Ramaphosa prétend même mettre en prison les patrons qui emploient des salariés sans papiers. En fait, le patronat n'a rien à craindre du président, qui a été un capitaliste lui-même. L'ANC, parti de Mandela qui était auréolé de son combat contre le racisme d'État sous l'apartheid, s'est en fait allié à la grande bourgeoisie pour gouverner sous le signe du nationalisme sud-africain et gérer loyalement le capitalisme. Au pouvoir depuis trente ans, ce parti est usé et perd du terrain à chaque élection.

Le résultat est que, après avoir été autrefois à la pointe du combat contre le racisme officiel, il n'hésite pas à se joindre à son tour à des campagnes racistes contre les immigrés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.